

# FO MIEUX LE SAVOIR



*L'information de la section FO-DGFiP 95 – Numéro 2*

*16 novembre 2015*

*Numéro spécial :  
grève du 18 novembre 2015*



*Toutes les raisons de faire  
grève*

*le 18 novembre 2015  
en quelques pages*



Paris, le 26 octobre 2015

## **18 Novembre : journée nationale de grève à la DGFIP**

***Agir tous ensemble avant qu'il ne soit trop tard !***

Le 18 novembre, est convoqué un comité technique de réseau (CTR) avec pour principal point à l'ordre du jour le budget de la Direction générale des finances publiques (DGFIP). Pour 2016, il prévoit 2130 suppressions d'emplois et une nouvelle baisse du budget de fonctionnement, soit des mesures qui vont une fois de plus accélérer la dégradation des conditions de vie au travail, les restructurations et affaiblir la capacité de la DGFIP à exercer ses missions.

Ces annonces interviennent alors qu'au surplus, la Direction générale refuse de communiquer ses choix en matière de restructurations et qu'elle envisage de remettre en cause certaines règles de gestion. A titre d'exemple, elle compte obliger les agents à demeurer 3 ans dans leur direction de première affectation après la réussite aux concours C et B et supprimer les mouvements complémentaires de mutation des agents A et B. Les organisations syndicales représentatives de la DGFIP ont demandé audience aux Ministres.

Tout ceci a pour toile de fond le lancement de la retenue à la source, la mise en place de la réforme territoriale dans l'ambiance délétère d'un discours anti-fonctionnaires. Dans le même temps, le dialogue social aura rarement été aussi difficile à la DGFIP, au Ministère et à la fonction publique, notamment suite à la décision brutale du Premier Ministre d'imposer le protocole « PPCR » rejeté par des organisations syndicales représentant plus de 50% des fonctionnaires.

Nous exigeons d'autres choix pour la DGFIP :

- l'arrêt des suppressions d'emplois, des moyens financiers adéquats, la transparence et un moratoire sur les restructurations et l'ouverture de véritables discussions,
- des mesures d'urgence : respect des statuts particuliers et retrait du projet de déréglementation des règles de gestion, utilisation du budget de la « prime d'intéressement collectif » pour revaloriser les régimes indemnitaires, plan d'amélioration des conditions de travail,
- Reconnaissance du travail des agents de la DGFIP par la revalorisation des régimes indemnitaires et l'abandon du RIFSEEP.

Les organisations syndicales Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et FO DGFIP interpellent l'Association des Maires de France lors de son congrès du 17 au 19 Novembre sur la dégradation de la situation de la DGFIP.

**Elles appellent l'ensemble des agents des finances publiques :**

- **A participer aux nombreuses actions en cours de la période et à les amplifier.**
- **A se mettre massivement en grève le 18 novembre pour manifester leur opposition aux mesures proposées et exiger : l'arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations incessantes, une amélioration des conditions de travail et une vraie reconnaissance.**
- **A participer nombreux au rassemblement de Bercy et aux initiatives organisées localement !**

**Le 18 Novembre, pour vos revendications nationales et locales,  
journée nationale de mobilisation à la DGFIP :  
soyons toutes et tous en grève !**



**Pour la défense de nos conditions de travail, de nos emplois, de nos missions, de nos statuts,**

**TOUS EN GREVE, TOUS AU RASSEMBLEMENT A BERCY LE 18 NOVEMBRE !**

Le 18 novembre 2015, le Directeur général annoncera lors d'un Comité Technique de Réseau (CTR) la répartition par direction des 2130 suppressions de postes prévues en 2016 à la DGFIP. Après plus de 13 ans ininterrompus de suppressions d'emplois (plus de 30 000 postes liquidés !), l'année 2016 marquera un triste record puisque la seule DGFIP (6 % des fonctionnaires d'État) représentera 54 % du total des suppressions dans la fonction publique d'État.

### **C'EST BIEN UNE LIQUIDATION PURE ET SIMPLE QUI EST ANNONCÉE**

Dans tous les services, les effets des suppressions et des vacances d'emplois et des restructurations tous azimuts se font sentir cruellement. Se profile la réforme territoriale et avec elle la mobilité géographique ou fonctionnelle forcée remettant en cause nos statuts particuliers.

D'ailleurs, les restructurations devraient bientôt s'opérer au niveau de toute la fonction publique avec le texte PPCR (pour Parcours Professionnel Carrières Rémunérations), qui attaque frontalement le statut en instaurant la mobilité forcée. Contre l'avis des syndicats représentant la majorité des personnels, le gouvernement Hollande-Valls a décidé de passer en force et d'imposer ce protocole PPCR.

Nos conditions de travail ne cessent de se dégrader, ce qui est démontré par les dernières expressions des agents dans le baromètre social : 68 % estiment que les conditions de vie au travail ne sont pas satisfaisantes. Nous passons une grande partie de notre vie au travail. Il est légitime de le faire dans de bonnes conditions, c'est un droit pour notre santé et notre vie !

Et tout ce que trouve à faire la Direction générale c'est de remettre en cause les règles de mutation et d'affectation obtenues lors de la fusion !

### **Dans le Val d'Oise,**

#### **En 2016 :**

- fermeture de 4 trésoreries : Argenteuil OPHLM, Viarmes, Saint-Leu/Franconville et Beauchamp-Taverny
- transfert du Service de Publicité Foncière d'Ermont au CFIP de Saint-Leu-la-Forêt
- regroupement des Services des Impôts des Entreprises de Garges Est/Ouest et d'Argenteuil Ville et Extérieur

**En 2017,** se profilent d'autres fusions/restructurations (SIE/SIP/Brigades de vérifications...), avec d'autres fermetures de trésoreries : Bezons ? Cormeilles ? Ecoeu ? Ezanville ? Sannois ? Villiers-le-Bel ? Recette des Finances de Sarcelles ?

Le dialogue social à la DDFIP du Val d'Oise, comme ailleurs, se résume à faire des annonces « ficelées d'avance » et à « consentir » à discuter de leurs modalités d'application.

Le 18 novembre jour du CTR « emploi », nos trois syndicats nationaux appellent à la grève pour l'arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations et le maintien de nos statuts particuliers.

Les sections syndicales **FO, Solidaires et CGT de la DDFIP 95** appellent l'ensemble des personnels à se joindre massivement à **la grève nationale le 18 novembre** et à venir très nombreux lors du rassemblement prévu le même jour à la DG (métro Bercy).

**TOUS EN GREVE LE 18 NOVEMBRE 2015**  
**TOUS AU RASSEMBLEMENT A BERCY A 12 HEURES**



## LES RAISONS DE LA GRÈVE DU 18 NOVEMBRE

La journée de grève du 18 novembre 2015

***C'est une grève "DGFIP" !***

La date du 18 novembre a été retenue par **FO-DGFIP, Solidaires et la CGT** parce qu'à Bercy se tiendra ce jour là le Comité Technique de Réseau qui répartira les 2 130 suppressions d'emplois par direction. Cette journée est donc emblématique et symbolique et ce n'est pas nous qui avons décidé de cette date, mais bien l'administration.

Oui, c'est un mercredi. Oui, il y a des temps partiels. Et oui, il n'y a pas quasiment pas d'accueil du public

Donc **oui** , il s'agit de conditions inédites dont nous devons profiter !!!

- Le taux de gréviste est calculé sur les effectifs devant être présents : les temps partiels, les congés de détente, les congés maladie ne sont pas intégrés dans le calcul. Le pourcentage de gréviste peut donc être très élevé.
- Si la plupart des sites sont fermés le mercredi après midi, peu importe puisque, contrairement à notre administration qui ferme la porte aux usagers, nous défendons le service public ! Et ce n'est justement pas l'utilisateur que nous avons envie de gêner...

C'est **maintenant** qu'il faut nous faire entendre !

Quand il n'y aura qu'une dizaine de postes dans le département, ce sera un peu tard pour se réveiller, parler de maillage territorial, de service public. Demain, si on laisse faire, c'est un seul SPF et un seul SIE par département, la liquidation des trésoreries et l'externalisation de nos missions

Faire grève, c'est **refuser** les suppressions d'emplois, la baisse des promotions, la chute de notre pouvoir d'achat, le gel du point d'indice, le durcissement des conditions de départ en retraite, la mobilité forcée, les coups portés à nos statuts.

Sans l'expression de notre désaccord massif par la grève, le gouvernement continuera à avancer, la Direction Générale continuera à détruire nos acquis et à piétiner le dialogue social, la Direction locale restructurera comme elle le souhaite les services du Val d'Oise.



# PRENONS NOS RESPONSABILITÉS

---

Avec FO, poursuivons ensemble la conquête de droits nouveaux !

# **PPCR<sup>(1)</sup> : Pour Préserver votre Carrière : Réagissez !!!!**

**Vous avez de plus en plus de travail et du mal à remplir vos missions...**

**Vos collègues partants ne sont plus remplacés...**

**Vous vous posez des questions sur la pérennité de votre service suite aux fusions, restructurations, réformes sans cap et suppressions de services....**

**Réagissez contre les 2130 nouvelles suppressions d'emplois en 2016 !**

**Vos perspectives d'évolutions de carrière s'assombrissent....**

**Vous voudriez changer de service mais la complexité des RAN vous en dissuade...**

**Vous êtes découragés du peu de promus par liste d'aptitude et concours...**

**Vous aimeriez obtenir plus vite vos changements d'échelon et une vraie reconnaissance de votre travail...**

**Réagissez contre la modification des règles de gestion dans le SEUL intérêt de l'administration !**

**Vous avez l'impression de faire toujours tout dans l'urgence...**

**Vous avez du mal à prendre vos congés...**

**Vous faites plus d'heures pour finir votre travail et vous vous faites écrêter...**

**Vous tenez malgré tout à un service public de qualité et non à un internet à outrance...**

**Réagissez pour améliorer vos conditions de travail !**

**Vous avez l'impression de moins bien vous en sortir financièrement suite au gel du point d'indice depuis 2010 alors que tout augmente...**

**Vous constatez une stagnation voire une diminution de votre salaire donc de votre pouvoir d'achat...**

**Réagissez pour une augmentation de votre rémunération !**

## **TOUTES ET TOUS EN GREVE MERCREDI 18 NOVEMBRE 2015**



SYNDICAT  
NATIONAL  
DES  
FINANCES  
PUBLIQUES

**LE 18 NOVEMBRE  
TOUTES ET TOUS  
EN GRÈVE**



## Conditions de vie au travail - Haro sur le baudet : ça suffit !

Une nouvelle fois les guichets des Finances Publiques sont pris d'assaut par des contribuables désespérés suite aux annonces ministérielles relatives à la taxe d'habitation d'un certain nombre de retraités.

Devant les conséquences manifestement non anticipées de la mesure de suppression de la demi-part pour les veuves et veufs en matière d'impôts locaux, le Ministre s'est exprimé publiquement dans le sens d'un traitement particulier pour les contribuables concernés.

Il s'ensuit un afflux supplémentaire aux guichets d'accueil aggravant des conditions de travail déjà fortement dégradées du fait des suppressions d'emplois successives.

Or, les services de la DGFIP n'ont reçu aucune consigne ni le moindre élément leur permettant de répondre aux légitimes attentes desdits contribuables.

Pire, les responsables politiques interrogés par les médias se dédouanent sur l'incompétence supposée des services de la DGFIP qui n'auraient pas anticipé l'impact de cette mesure fiscale. Or, à notre connaissance, une telle mesure ne peut être adoptée que sur proposition du Gouvernement et suite à un vote majoritaire des parlementaires. Les fonctionnaires, quant à eux, mettent en œuvre les décisions légales, ce que l'on oublie trop souvent.

Pour mémoire, le Syndicat **F.O.-DGFIP** alerté par des collègues s'était inquiété à l'époque, visiblement à juste titre, des conséquences de cette décision sur les populations les plus fragiles au sein des retraités.

Il est inacceptable qu'une fois encore, des responsables politiques, de toute obédience, se défassent sur les fonctionnaires de l'Etat alors que les mêmes ont, depuis des années, votées sans hésitation des suppressions massives d'emplois dans les services économiques, financiers et fiscaux de l'Etat.

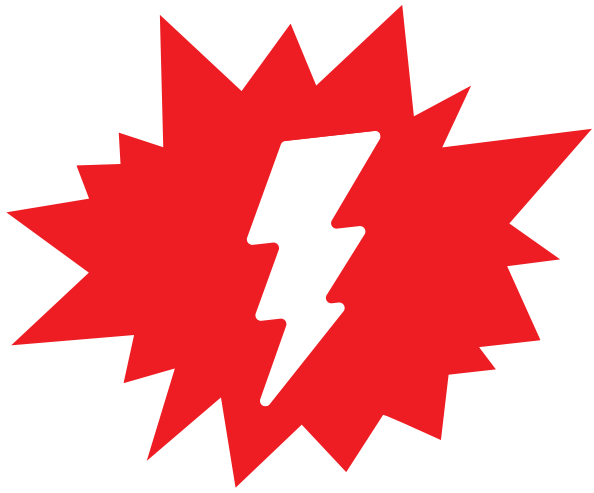
**F.O.-DGFIP** appelle les agents de la DGFIP à manifester leur mécontentement et leur refus de faire les frais d'arrière pensées politiques en étant tous en grève le 18 novembre.

## LE 18 NOVEMBRE SOYONS EXEMPLAIRES DANS L'ACTION



  
**MARRE  
D'ÊTRE  
EXEMPLAIRES**





# MARRE D'ÊTRE EXEMPLAIRES

## TOUTES LES RAISONS D'ÊTRE EN GRÈVE LE 18 NOVEMBRE



Une fois encore, au nom de l'exemplarité, la DGFIP supportera en 2016, **54% des suppressions d'emplois** alors qu'elle ne représente que **6% des effectifs** de la Fonction Publique d'Etat.



Chaque année, les suppressions d'emplois représentent **la totalité des effectifs d'une Direction Départementale** des Finances Publiques comme la Gironde. C'est inacceptable !



Comme toujours, les **conditions de travail** des agents des Finances Publiques s'en trouvent davantage **dégradées** pendant que des **missions** sont **abandonnées** en catimini.



Pour faire face, la DGFIP est entrée dans une **spirale infernale de fermetures** de postes et de services au mépris des besoins réels des contribuables et usagers. Elle veut accréditer l'idée que le regroupement des services améliorera les conditions de travail, mais c'est un leurre. Au contraire, il sera ainsi plus facile encore de **continuer à supprimer des emplois**.



Les budgets de fonctionnement diminuent d'année en année et **la DGFIP n'a plus les moyens d'exercer ses missions**, alors que nos concitoyens, notamment les plus démunis, sont en droit d'attendre autre chose que des services en ligne aussi performants soient-ils.

### Pendant ce temps,



Nos **carrières** sont de moins en **moins attractives** et notre **rémunération** n'est **plus à hauteur** ni des efforts demandés ni de la technicité requise ;



Notre **pouvoir d'achat diminue** inexorablement alors que le **point d'indice est gelé depuis 6 ans**, que nous supportons l'augmentation de la retenue pension civile et la suppression de l'indemnité compensatrice ;



Nos **droits et garanties**, relevant du Statut Général et de nos statuts particuliers, sont **remis en cause** par le protocole PPCR-AFP (parcours professionnels, carrières, rémunérations ou avenir de la Fonction Publique) qui entérine la mobilité forcée ;



Les quelques dispositions des **règles de gestion** qui nous étaient les plus favorables sont **remises en cause sans discussion ni contrepartie** par le Directeur Général ;



Nous devons subir les **restructurations** et les **fermetures** de sites sans discussion et sans égard ; l'administration justifie ces fermetures au motif que ces postes ne seraient plus viables alors qu'elle est, et elle seule, en leur ayant retiré les moyens de fonctionner, responsable de leur situation.

**Là où des actions ont été engagées** contre les restructurations, les ministres ont tenus compte des réactions et n'ont pas validé toutes les propositions des directions locales. **L'action et la détermination paient**.

**Le 18 novembre, collectivement, agissons pour notre avenir.**

**Le 18 novembre, démontrons tous ensemble que nous ne nous résignons pas.**

**Le 18 novembre, défendons collectivement notre conception de la DGFIP et du service public.**

**Le 18 novembre, adressons au Directeur Général le message qu'à partir de ce jour, il devra compter avec les personnels et que nous ne serons jamais des pions.**

## **LE 18 NOVEMBRE, NOUS EXIGERONS :**



**L'arrêt des suppressions d'emplois, restructurations et fermetures de sites**



**Des moyens à la hauteur des enjeux d'un service public de qualité**



**La reconnaissance financière de nos qualifications**



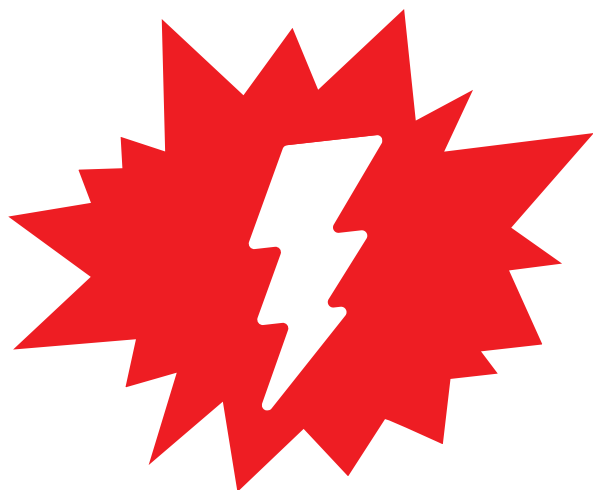
**Le maintien des statuts particuliers**

Les trois principaux syndicats des Finances Publiques **F.O.-DGFIP**, Solidaires et CGT ont décidé d'appeler ensemble les agents des Finances Publiques à la grève le 18 novembre



**LE 18 NOVEMBRE  
SOYONS EXEMPLAIRES  
DANS L'ACTION**





# MARRE D'ÊTRE EXEMPLAIRES

## DISPARITION PROGRAMMÉE DES BRIGADES DÉPARTEMENTALES DE VÉRIFICATION

Un groupe de travail était programmé ce jour, mercredi 28 octobre 2015, avec pour ordre du jour la Contribution à l'Audiovisuel Public (Redevance TV).

Une fiche préparatoire a cependant été reçue en complément avec pour intitulé : « optimiser les moyens consacrés au contrôle fiscal ».

La Direction Générale dresse ses propres constats :

- ▶ La répartition géographique des emplois de vérificateurs doit être révisée.
- ▶ Le rattachement des vérificateurs de certaines directions territoriales aux DirCoFi doit être étudié.

▶ Le périmètre de compétence des DirCoFi est calé sur celui des inter régions et va devoir évoluer compte tenu de la réforme régionale. Ce dernier point doit être inscrit à l'ordre du jour du Comité Technique de Réseau (CTR) emplois de novembre...

▶ Le positionnement des emplois de vérificateurs sur le territoire n'a pas évolué substantiellement depuis 2008.

Elle en arrive à la conclusion qu'une **quarantaine de directions territoriales sont potentiellement concernées** par le rattachement des vérificateurs aux DirCoFi.

Ces directions ont été « sélectionnées » selon les critères et coefficients suivants :

NATURE	INDICATEUR	PONDÉRATION
MATIÈRE FISCALE	Nbre de déclarations de résultats IS,EIC,BNC,BA déposées en 2012	10 %
	Chiffre d'affaires HT	10 %
	Nombre de demandes de RCTVA traitées en 2011,2012 et 2013	5 %
ENJEUX	Droits nets rappelés en 2011, 2012 et 2013 (hors 5% supérieurs)	30 %
	Encaissements dans MEDOC (droits-pénalités) en 2011, 2012 et 2013 (hors 5% supérieurs)	35 %
CIVISME	Nombre de CFE classés en répressif en 2011, 2012 et 2013	5 %
	Nombre de plaintes (PPC, escroquerie, opposition) en 2010	5 %

# LE 18 NOVEMBRE TOUTES ET TOUS EN GRÈVE

**F.O.-DGFIP** alerte les agents sur les points suivants :

- ▶ La cible retenue par la DG de 10 vérificateurs par brigade va rendre kafkaïen le rôle des chefs de brigade. Gérer **90 dossiers par an n'est pas tenable**, cela sera un objectif de 120 à 130 dossiers demain...
- ▶ Ce sont **50 emplois** de vérificateurs de terrain qui **disparaissent immédiatement** : 107 postes seront redéployés, dont 50 vers les directions des DirCoFi.
- ▶ C'est la **disparition du TAGERFIP** des emplois de vérificateur dans les départements

concernés pour l'année prochaine. Cela explique la précipitation et l'inscription à l'ordre du jour du CTR emploi du 18 novembre prochain.

- ▶ Un vérificateur de la DirCoFi Marseille pourra être amené à vérifier un dossier à Briançon à plus de 300 kilomètres ! L'administration prendra sans doute ses **frais de déplacement** en charge !
- ▶ **Combien d'emplois vont disparaître** dans la sphère contrôle ? L'expérience vécue à Alençon (Orne) du transfert de la BDV vers la DirCoFi ne concernait que 5 agents sur 6 !

Au vu du constat à charge de l'administration, **F.O.-DGFIP condamne** d'ores et déjà **les orientations du Directeur Général** qui n'auront d'autres résultats que d'organiser le repli territorial des service de contrôle en vidant les directions départementales de cette mission et des emplois correspondants.

**F.O.-DGFIP** n'a eu de cesse de :



**dénoncer une illusoire sanctuarisation de l'emploi** dans la sphère contrôle fiscal,



**refuser la subordination du contrôle** aux perspectives de recouvrement et plus largement toute notion de rentabilité ...



**s'opposer à toute** atteinte à l'initiative des agents et à toute **normalisation** des opérations de contrôle,

**La sphère du contrôle, comme la programmation et la recherche, vont vivre de véritables séismes pouvant aboutir à leur disparition.**



**combattre les atteintes à la proximité géographique** des services de contrôle et de gestion,

**Chaque agent du contrôle, comme chaque agent de la DGFIP, doit être conscient des dangers sur ses missions, ses droits, sur l'implantation des structures et la localisation des emplois.**



**lutter contre** les projets de régionalisation ou d'inter régionalisation dans le cadre de **la démarche stratégique**, déclinaison de la MAP,

**Une réaction forte des personnels s'impose maintenant pour les défendre.**



## PRENONS NOS RESPONSABILITÉS